

Biden renoncerait au passeport vaccinal ? Ils veulent nous faire prendre des vessies pour des lanternes ?

écrit par Gianni Inglese | 13 avril 2021



Méfions nous quand-même du « en même temps »...

Agence France-Presse

Publié le 6 avril 2021

La Maison-Blanche a affirmé mardi qu'elle n'imposerait pas de passeport sanitaire aux Américains pour montrer qu'ils ont été vaccinés contre la COVID-19, tout en soulignant que le secteur privé était libre de souscrire à cette idée.

Le gouvernement ne soutient pas, et ne soutiendra pas, un système qui demanderait aux Américains d'avoir un certificat, a déclaré la porte-parole de la Maison-Blanche, Jen Psaki.

Il n'y aura pas de base de données fédérale sur les vaccinations ni d'obligation fédérale imposant à tous d'obtenir un certificat de vaccination, a-t-elle ajouté lors de sa conférence de presse quotidienne.

Le plus fort intérêt pour cette idée vient des entreprises privées, soucieuses de rouvrir des lieux où se regroupe *un grand nombre de personnes*, comme les stades ou les salles de spectacles, a poursuivi la porte-parole.

L'administration Biden publiera des *conseils* avec des *réponses importantes aux questions que les Américains se posent, en particulier autour des données personnelles, de la sécurité ou des discriminations.*

Du côté du gouvernement fédéral, notre intérêt est simple, et c'est que les données personnelles et les droits des Américains doivent être protégés, et donc que ces systèmes ne soient pas utilisés contre les gens de façon injuste.

Une citation de : Jen Psaki, porte-parole de la Maison-Blanche

Plusieurs pays ont mis en place ou envisagent d'instaurer un *passport* sanitaire montrant qu'un individu a été vacciné contre la COVID-19, afin de faciliter la reprise des grands rassemblements et des voyages.

L'idée a néanmoins suscité de vives critiques et des inquiétudes concernant de possibles discriminations et la protection des données privées.

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1782683/etats-unis-ecarte-idee-passeport-vaccinal-federal-covid-19-entreprise-prive>

Tiens, cette info pourtant capitale ne fait pas la une de nos médias mainstream ... Pour en savoir plus, il faut consulter les médias dits « alternatifs », sauf « L'immonde » qui lui consacre un entrefilet sur son interdiction en Floride.

New York est actuellement le seul des États américains à avoir lancé un tel "passport", sur la base du volontariat, poussé par son gouverneur démocrate Andrew Cuomo, en partenariat avec le géant des technologies IBM. Mais l'idée d'exiger des preuves de vaccination de la part de ses salariés, de ses clients, voire de ses administrés est publiquement combattue par les autres gouverneurs.

Avec une campagne de vaccination qui ne cesse d'accélérer, la question d'un "passport vaccinal" numérique se pose de façon de plus en plus concrète aux États-Unis, malgré une controverse politique croissante et un système de santé fragmenté qui complique toute centralisation des données.

Asher Weintraub, 17 ans, était ravi de montrer, vendredi dernier, le nouveau "pass"

numérique de l'Etat de New York qu'il a téléchargé sur son smartphone, qui, via un code QR, certifie qu'il est immunisé contre le Covid.

“Je trouve ça bien, on n'a pas besoin de montrer toutes sortes de documents à chaque fois”, a-t-il indiqué, en affichant son code à l'entrée d'un des premiers spectacles organisés en intérieur à Manhattan depuis mars 2020.

Poussé par son gouverneur démocrate Andrew Cuomo, New York est pour l'instant le seul des Etats américains à avoir lancé un tel “passeport”, sur la base du volontariat, en partenariat avec le géant des technologies IBM. D'autres gouverneurs au contraire répudient l'idée.

Ces gouverneurs qui interdisent tout passeport vaccination

Le gouverneur républicain de Floride, Ron DeSantis, a le premier signé vendredi un décret interdisant aux services administratifs de l'Etat de délivrer **“tout document standardisé”** visant à attester qu'une personne a été vaccinée contre le Covid, et aux entreprises d'exiger de leurs clients une preuve d'immunisation, arguant que cela **“réduirait les libertés individuelles et nuirait à la confidentialité des patients”**.

Mardi, son homologue républicain du Texas, Greg Abbott, a interdit une série d'organismes d'exiger des preuves de vaccination, tandis qu'en Pennsylvanie, certains élus républicains poussent aussi en ce sens. La gouverneure républicaine du Dakota du Sud, Kristi Noem, avait elle jugé la semaine dernière l'idée **“anti-américaine”**.

Pas de mandat fédéral

Face à cette polémique, le gouvernement Biden entend rester au-dessus de cette mêlée. Mardi encore, la porte-parole de la Maison Blanche, Jen Psaki, assurait qu'il n'y aurait **“pas d'obligation fédérale exigeant de tous l'obtention d'un certificat unique de vaccination”**. Et que Washington se contenterait d'émettre des recommandations pour assurer que les systèmes développés soient **“équitables”** et garantissent confidentialité et sécurité des données.

Pourtant, même sans impulsion fédérale, rares sont les Américains qui doutent que ces moyens de certification numériques vont se développer, dans un monde où les smartphones sont devenus un outil essentiel de la vie quotidienne. Beaucoup suivent notamment avec intérêt le **“Green Pass”** adopté en Israël, où la campagne de

vaccination a été un modèle de rapidité.

Les ambitions internationales du “Common Pass”

Quelques projets non-gouvernementaux avancent donc. A côté du “pass” new-yorkais, le projet Common Pass, aux ambitions mondiales, semble le plus avancé.

Lancé par l’organisation à but non lucratif Commons Project, spécialisée dans l’interconnexion des données numériques de santé, ce “pass” est déjà utilisé au quotidien par une douzaine de compagnies aériennes internationales, selon son directeur Paul Meyer.

À la différence du système conçu pour l’État de New York, cette plateforme repose sur des logiciels libres, non commerciaux. “Neutre” et “sûre” en matière de protection des données, elle est selon lui “en train d’émerger comme le standard” d’un secteur qui s’annonce en pleine expansion, avec la progression de la vaccination et la pression pour relancer l’activité économique.

Un “green pass” pour voyager librement dans l’espace de Schengen

Des discussions sont en cours avec l’Union européenne – qui travaille sur un “green pass” qui permettrait de voyager librement dans l’espace Schengen – et séparément, avec plusieurs gouvernements européens, a-t-il indiqué, sans préciser lesquels.

La mise en place d’un tel passeport numérique est *“plus simple”* qu’aux Etats-Unis, dit-il: les systèmes de santé généralement publics des pays européens centralisent déjà des données sanitaires, alors qu’aux Etats-Unis, où le système de santé est essentiellement privé et où chaque Etat a ses services sanitaires, tout est “fragmenté”.

“Liberté retrouvée”

Si la polarisation politique américaine pourrait freiner le développement du Common Pass, reconnaît-il, il espère que l’argument de “la liberté retrouvée” – liberté de voyager, d’aller voir un match de baseball ou d’aller au théâtre – que ces “pass” doivent favoriser, l’emportera.

Marcus Plescia, responsable médical de l’association ASTHO qui regroupe les responsables sanitaires des Etats américains, estime lui aussi que *“la plupart des gens se rendent compte qu’un passeport vaccinal va être utile dans au moins*

certaines situations”, et que “les restrictions seront différentes selon qu’on est vacciné ou pas”.

Discussion “un peu prématurée”

Pour l’instant, la discussion est encore *“un peu prématurée”*,

avec seulement quelque 20 millions d’Américains déjà pleinement vaccinés, dit-il. Mais il ne serait pas étonné qu’un certificat de vaccination anti-Covid soit prochainement exigé dans les établissements scolaires – lorsque les vaccins anti-Covid auront été approuvés pour les plus jeunes – comme par certains employeurs privés.

“Je pense qu’une partie de la réticence va se dissiper quand les gens se rendront compte de toutes les choses qu’ils peuvent faire une fois vaccinés”, dit-il.

<https://www.latribune.fr/entreprises-finance/industrie/chimie-pharmacie/pour-ou-contre-le-passeport-vaccinal-comment-aux-etats-unis-la-polemique-qui-enfle-fait-avancer-le-debat-881783.html>

Passeport vaccinal : l’administration Biden planche sur un système unifié

La crise sanitaire n’est pas encore terminée, mais les États-Unis font tout pour encourager la reprise économique. Pour reprendre leurs activités, de nombreuses entreprises ont ainsi prévu de demander à leurs clients une preuve de leur vaccination. Dès lors, l’idée d’un passeport permettant d’identifier les personnes vaccinées contre le covid-19 fait son chemin.

L’administration Biden s’est emparée de ce sujet très clivant et travaille sur des plans pour mettre en place un système unifié. Comme le note *The Verge*, si un éventail d’options incohérent s’offre aux citoyens, cela pourrait être très déroutant et nuire aux efforts de santé publique.

L’Europe avance sur son certificat vert numérique

Ce projet n’est pas sans poser un certain nombre de questions techniques mais aussi

éthiques. Le média américain fait en effet remarquer que la vaccination est aujourd'hui plus accessible à la population blanche et aisée.

La question de la protection de la vie privée et de la sécurité des données personnelles est un autre enjeu fondamental que les autorités devront régler. Enfin, les risques de piratage sont nombreux et certains se fabriquent déjà de faux certificats de vaccination avec une grande facilité.

D'autres éléments sont aussi à prendre en compte et il en va ainsi de la durée de la protection vaccinale qui n'est pour l'heure pas connue avec précision. Le gouvernement de Joe Biden devrait bientôt disposer de davantage d'informations afin d'agir au plus vite sur ce dossier primordial.

En Europe aussi, ce sujet est au cœur de l'attention. La Commission a récemment présenté son projet de [certificat vert numérique](#) qui doit être mis en place au mois de juin prochain. L'objectif est de permettre aux populations des 27 pays membres de voyager librement cet été. Doté d'un QR code, et aussi disponible en version papier, il pourra contenir une preuve de vaccination, de guérison, ou des résultats négatifs à un test.

Pour l'heure, les discussions se poursuivent entre les états membres. Elles promettent d'être assez houleuses car certains pays sont à très à cheval sur ce dispositif, tandis que d'autres y sont plutôt réticents.

<https://www.presse-citron.net/passeport-vaccinal-ladministration-biden-planche-sur-un-systeme-unifie/>

Face à la levée de boucliers des Américains, Joe Biden renonce à imposer le "passeport vaccinal"

"Le gouvernement ne soutient pas, et ne soutiendra pas, un système qui demanderait aux Américains d'avoir un certificat", a finalement annoncé ce mardi la porte-parole de la Maison-Blanche, Jen Psaki. Une décision prise [sous la pression populaire](#), de citoyens déterminés à ne pas vivre en dictature.

“Il n’y aura pas de base de données fédérale sur les vaccinations, ni d’obligation fédérale exigeant à tous d’obtenir un certificat de vaccination”, précise-t-elle, en prétendant que cette idée totalitaire viendrait des entreprises privées. Or, c’est bien l’État fédéral qui souhaitait imposer cette folie à tous les Américains.

Face à cette menace, le gouverneur républicain de Floride a interdit ce “passeport” pour protéger les libertés fondamentales des citoyens, et fait ainsi échouer le projet de Biden, qui avait annoncé les prémices de l’imposition de ce “passeport intérieur”, comme du temps de l’URSS, ou comme encore aujourd’hui en Chine communiste.

Le même régime d’où provient à la fois le virus, mais aussi le confinement, et le *“passeport vaccinal”*, dont Pékin a annoncé début mars l’imposition sous la forme d’un *“certificat de santé”* numérique pour tous les Chinois qui voudraient voyager à l’étranger. Le virus chinois le plus nocif, n’est pas la Covid-19: c’est le contrôle social.

Source : AFP

<https://fl24.net/2021/04/06/face-a-la-levee-de-boucliers-des-americains-joe-biden-renonce-a-imposer-le-passeport-vaccinal/>

La Floride interdit le « passeport vaccinal » au nom des libertés individuelles

Ce document n’est encore qu’une hypothèse aux Etats-Unis, mais qui réveille les clivages présents au sein de la société américaine depuis le début de la pandémie.

Le « passeport vaccinal », un document certifiant que son détenteur a été vacciné contre le Covid-19, a été interdit en

Floride au nom du respect des « *libertés individuelles* », a annoncé vendredi 2 avril le gouverneur républicain de cet Etat très touristique. Le décret du gouverneur Ron DeSantis interdit aux services administratifs de cet Etat du sud-est du pays de délivrer des « *passesports vaccinaux* », ou tout type de « *document visant à attester* » qu'une personne a reçu un vaccin contre le Covid-19.

Le texte empêche aussi les entreprises du « Sunshine State » d'exiger de leurs clients ce type de « passeport vaccinal » ou une preuve d'immunisation au virus. Pour M. DeSantis, proche allié de l'ancien président Donald Trump, « *les "passesports vaccinaux" limitent les libertés individuelles* » et menacent le secret médical.

Lire aussi Covid-19 dans le monde : 90 % des adultes américains éligibles à la vaccination dès le 19 avril, annonce Joe Biden

« *C'est totalement inacceptable qu'un gouvernement ou que le secteur privé vous impose de montrer une preuve de vaccination simplement pour participer à la société* », avait asséné lundi Ron DeSantis lors d'une conférence de presse. « *Vous voulez aller au cinéma ? Est-ce vous devrez montrer ça ? Non. Vous voulez aller voir un match ? Non. Vous voulez aller dans un parc d'attraction ? Non. Nous ne sommes pas d'accord avec ça* », avait-il poursuivi.

Une hypothèse étudiée par l'administration Biden

Cette annonce survient après la publication d'un article du *Washington Post* selon lequel l'administration de Joe Biden travaillerait à la mise en place de normes gouvernementales pour un futur passeport vaccinal en vue d'accompagner la levée des restrictions sanitaires dans le pays.

La création d'un passeport sanitaire est aussi en discussion dans l'Union européenne, qui voudrait lancer ce type d'initiative cet été pour les déplacements en son sein. La

Chine a de son côté annoncé début mars un « certificat de santé » numérique pour les Chinois qui voudraient voyager à l'étranger.

Plus de 6 millions de personnes ont reçu au moins une dose d'un vaccin contre le Covid-19 en Floride, où la population totale avoisine les 22 millions d'habitants. A partir de lundi, tous les individus adultes souhaitant se faire vacciner seront éligibles, et ce sans prescription médicale.

https://www.lemonde.fr/planete/article/2021/04/03/la-floride-interdit-le-passeport-vaccinal-au-nom-des-libertes-individuelles_6075448_3244.html

.

Les mondialistes seraient-ils en recul ? Ou bien les patriotes marquent ils des points ? Continuons le combat plus que jamais MAINTENANT pour que cette infamie s'éloigne. Les mondialistes n'ont pas encore gagné la guerre contre la liberté.